L'Echo de Manitoba

JEUDI, 8 SEPTEMBRE, 1898.

Les Attaques du "Manitoba."

—

Au cours d'une étude sur l'Instruction Populaire en Canada, publiée dans la *Science Sociale*, de Paris, je faisais observer la facilité avec laquelle les "farmers" anglais de la Province Manitobaine organisent leurs "meetings," ainsi que la participation active de ces "farmers" aux délibérations et à la conduite des assemblées publiques. Puis je signalais comme contraste les lacunes d'une assemblée tenue sous mes yeux dans le milieu canadien-français de Saint-Boniface, et l'attitude passive de la masse de l'assistance. A ce propos, le directeur du *Manitoba* m'a accusé de manquer au moins d'exactitude, de logique et de discernement.

Mis en demeure de préciser ses accusations, il n'a pas pu indiquer une seule de mes allégations qui fut inexacte. J'avais écrit que "personne *ostensiblement* ne présidait l'assemblée"; en guise de contradiction, *Le Manitoba* se borne à dire que le maire de la ville présidait l'assemblée. Les autres avancés, il ne tente même pas de les nier. Quant au manque de discernement et de logique, si le rédacteur du *Manitoba* veut dire que, dans l'appréciation des faits, j'ai manqué de *sa* logique et de *son* discernement, il a raison. Sa logique et son discernement sont, en effet, d'une sorte fort curieuse. C'est ainsi qu'il se montre très satisfait de l'organisation de son assemblée, parce que le maire est venu y lire une adresse, (formalité banale qui par elle-même signifie peu de choses), et qu'un monsieur s'est levé dans l'auditoire, à une ou deux reprises, pour faire connaître les noms des personnages politiques d'Ottawa qui allaient prendre la parole. C'est ainsi, encore, qu'à ses yeux l'assistance s'est montrée suffisamment intéressée, a joué un rôle suffisamment actif, parce que, deux ou trois fois dans le cours de la soirée, elle a battu des mains. Voilà une logique et un discernement faciles à contenter! Enfin, il s'imagine avoir établi l'intérêt que ses gens prendraient aux questions de politique fiscale et douanière, en déclarant que depuis huit années, la Question des Ecoles a absorbé toute leur atttention. Etrange logique, étrange discernement.

Il n'en peut être autrement, du reste. Toute la polémique du *Manitoba* s'inspire de ce faux patriotisme et de cet esprit de coterie qui sont parmi les plus sérieux obstacles à l'avancement de notre population. Son faux patriotisme lui fait rejeter systématiquement les critiques les mieux fondées de l'organisation de son village. Son esprit de coterie le porte à regarder d'un mauvais œil tout ce qui n'émane pas de son petit cénacle, et lui fait voir des adversaires partout. Rien ne le réjouit au tant comme de découvrir un "ennemi de l'Eglise"; au besoin, il s'en fabrique de toutes pièces. C'est ainsi qu'il torture une des phrases de la réponse que je lui ai adressée, pour arriver, au moyen de suppressions et de transpositions de mots, à me faire dire que la population est tenue trop étroitement en tutelle "par le clergé." Puis, il se pâme d'aise et d'horreur à la fois devant son œuvre:

"La phrase," s'écrie-t-il, "est sinon louche, du moins fort malheureuse."

Là-dessus il fait des menaces, et il se livre à une orgie de sentences creuses que ne répudierait pas le Prud'homme de Monnier. De la même manière, en dépit de mes assurances au contraire, il persiste à lire dans mes écrits, pour lui et les siens, ce qu'il appelle "un certificat de crétinisme," que je ne vois pas l'utilité de lui décerner.

Je ne lui ferai pas l'honneur de le considérer comme l'organe de l'Eglise ou du clergé local. Je ne lui ferai pas le plaisir de poser en pourfendeur de la Religion. Je lui conseillerai simplement de descendre du grand escabeau où il se juche; je lui conseillerai de sortir de son village, de voyager, d'observer, de comparer. S'il y met de la conscience et de la méthode, il apprendra bien des choses. Il apprendra, par exemple, qu'une population peut fort bien être "intelligente" et, cependant, rester "inapte à prendre une part active à la gestion des affaires publiques," et cela, simplement, parce que son intelligence n'aura pas été tournée et développée dans ce sens. On admire souvent l'intelligence des enfants, et pourtant, il y a bien des choses que ces enfants seraient hors d'état d'entreprendre. Précisément, le grand défaut de la doctrine sociale et des méthodes d'éducation dont *Le Manitoba* s'est fait le défenseur, c'est que, à certains égards, elles retiennent la masse de la population à l'état d'enfance. Le directeur du *Manitoba* apprendra encore qu'on peut rester religieux et attaché au clergé, sans pour cela abdiquer entre les mains de celui-ci son indépendance personnelle et ses franchises de citoyen; il apprendra à connaître la valeur de l'initiative individuelle et de la personnalité dans la vie sociale. Le directeur du *Manitoba* apprendra encore qu'on ne saurait travailler plus sûrement à la déchéance d'un clergé qu'en lui imposant des attributions et des responsabilités que le caractère même de sa mission ne lui permet pas d'exercer avec fruit. Le directeur du *Manitoba* pourra apprendre bien d'autres choses encore, mais ce que je viens de dire suffira pour commencer.

LÉON GÉRIN.

"La Minerve."

—

On nous annonçait depuis si longtemps la résurrection de *La Minerve*, de l'antique *Minerve*, résurrection toujours reculée au dernier moment qu'un peu de scepticisme était bien permis à cet égard; mais cette fois la réalité en noir et blanc, des huit feuilles de son premier numéro, fait disparaître tous les doutes.

Le Phénix renait de ses cendres, il ne nous reste plus qu'à lui souhaiter longue vie, car cette vie sera profitable à notre pays si *La Minerve* reste fidèle à son programme:

"Eduquer la population, non la démoraliser à coups de scandales plus ou moins controuvés, diriger l'opinion publique non l'égarer en la poussant dans les sentiers que la démagogie et les instincts vils de la nature lui indiquent trop souvent."

L'article intitulé "*La Minerve* et le Clergé" ne mérite pas moins l'approbation de tout homme intelligent et sincère.

Nous citons:

"Le temps des organes officiels s'il y en eût jamais, ou officieux du clergé est passé. L'influence morale qu'il possède doit s'exercer librement, avec élévations de vues, planant au-dessus des ambitions étroites de la politique et se tenant en dehors des misérables querelles qui poussent les hommes à se ranger dans des partis distincts. . . . ."

Et plus loin:

"Ce n'est pas d'ailleurs en cherchant à s'assimiler au clergé que le Parti Conservateur l'emportera dans le "Dominion," pas plus qu'en s'ingéniant à donner à toute affaire publique le caractère et la couleur de causes catholiques et nationales. Toujours dans ces cas, la réaction a été plus forte que l'action de concentration catholique."

Voilà en vérité d'admirables principes; et qui s'ils étaient bien compris par tous, et loyalement appliqués assureraient la gloire de notre Clergé et de notre Patrie tout à la fois.

Si les autres journaux conservateurs y adhèrent, ce n'est certes pas la presse libérale qui apportera le moindre obstacle au triomphe de ces principes dont elle fut toujours la première à proclamer l'absolue nécessité; donc:

"Embrassons-nous, Folleville."

Et souhaitons que la vertueuse et éloquente *Minerve* sortie toute armée de la cervelle de Jupiter Nantel, remporte sa première victoire par la conversion à ses sages doctrines de tous ses frères conservateurs, à commencer par l'un des plus infimes, *Le Manitoba*.

Espérons-le, mais n'y comptons pas trop.

Traitre ou Espion

—

Le petit jeu que nous signalions l'autre jour continue; nous voyons dans le dernier numéro de *La Verite* figurer des correspondances de Winnipeg, datées du 23 et du 27 août, donnant par le menu toutes les négociations poursuivies en ces derniers temps, au sujet de la Question des Ecoles.

La semaine dernière, un autre journal de l'Est publiait le récit précis des pourparlers secrets entre Monsieur Cherrier et Monsieur Sifton.

Or ce sont là des faits absolument secrets, des documents confidentiels, et l'on se demande avec stupéfaction par suite de quelle indiscrétion coupable, ils se trouvent livrés à la publicité.

Il est peu admissible que les membres du gouvernement aient choisi *La Verite, La Defense, Le Trifluvien* ou *Le Monde Canadien* pour confidents; vraisemblablement ces journaux qui font profession de la plus grande soumission envers le clergé, auraient à cœur d'aider à dévoiler ces manœuvres coupables.

Il faut que ce scandale cesse, quel qu'en soit l'auteur, et jusqu'à ce que ce résultat soit obtenu, nous élèverons la voix pour dénoncer toutes ces perfidies. Car nous n'avons *d'autre but* que de faire disparaître ces obstructions néfastes.

Ce sont là des faits indéniables et les injures sont impuissantes à voiler ces abominables réalités.

A peine sera bon maître, qui n'a été bon serviteur.

—

En dépit des médecins, nous vivrons jusqu'à la mort.

Notes Editoriales.

—

Le Sénateur Bernier assistait l'autre jour à l'inauguration des nouveaux abattoirs de Gordon et Ironsides. Il a répondu au toast au Sénat, toast bien de circonstance en ce lieu après l'*abattage* qu'a reçu le Sénat en ces derniers mois.

Le Team de tandem Bernier-LaRivière qui devait prendre part aux grandes courses de bicycles, cette semaine, monté sur une machine de la marque "Question des Ecoles," s'est retiré de la lutte, les pneus de leur machine ayant crevé dans leurs courses d'essai.

La Verite et le *Northwest Review* se passent la rhubarbe et le sené avec une honhommie charmante, tout comme aux plus beaux jours de l'affaire Leo Taxil.

On assure qu'il est question d'offrir un objet d'art à Monsieur Lauzon, l'éloquent et disert orateur, qui détient à l'heure actuelle le record du "discours."

On parle d'une superbe "bavette," taillée dans une peau d'âne choisie.

Il se pourrait même que ce parchemin fut passé au "bleu."

L'Affaire Henry.

—

La nouvelle de l'arrestation du Colonel Henry, et son suicide dans sa prison, n'est malheureusement que trop vraie.

Le Général le Mouton de Boisdeffre, chef d'Etat Major, a immédiatement donné sa démission et a été remplacé par le général de division Renouard.

Enfin le Ministre de la Guerre, M. Cavaignac, a donné sa démission, ne voulant pas consentir à la revision du procès Dreyfus que ses collègues du Ministère croient nécessaire.

Il faut remarquer à ce sujet que le document forgé par le Colonel Henry est postérieur de deux ans à la condamnation de Dreyfus, et ne peut par conséquent donner lieu à la revision du procès.

Mais l'opinion publique désorientée par de tels procédés, ne peut plus accorder la moindre confiance dans les pièces secrètes qui ont servi à condamner Dreyfus.

Si la revision a lieu elle ne serait plus à huit-clos, mais publique; et ainsi le gouvernement serait pris dans ce dilemme ou de produire des pièces secrètes qui, affirme-t-on, peuvent amener des complications internationales et terribles, soit de ne point produire ces pièces et par suite de rendre forcé l'acquittement de Dreyfus.

La situation est des plus graves; avec le caractère français, si une guerre survenait au milieu de cette démoralisation, les pires désastres seraient à craindre.

Souhaitons de tout notre cœur que Dieu écarte cette éventualité.

Nous citons le télégraphe suivant qui donne une idée du parti que les étrangers veulent tirer du mouvement actuel:

Londres, 2.

M. de Blowitz, le correspondant du *Times*, à Paris, télégraphie qu'il a obtenu les vues d'"un Allemand haut placé" au sujet de la situation Dreyfus. Cet Allemand a admis que si son pays parlait, l'affaire Dreyfus s'éclaircirait. Mais il a ajouté que les intérêts de la nation sont, en Allemagne, supérieurs à ceux de n'importe quel homme.

Le personnage aurait dit, de plus:

"Si l'on avait écouté l'Allemagne, le Général Boisdeffre n'aurait pas demeuré une heure à la tête de l'état-major général, tandis que les Allemands, eux, l'auraient maintenu en fonctions aussi longtemps que possible."

M. de Blowitz dit:

"Les embarras du Général Boisdeffre sont bien compris en France. L'on avait parlé de l'envoyer à Saint-Petersbourg, en qualité d'ambassadeur français, poste qu'il désirait; mais le procès Zola rendit impérieuse sa présence à la tête de l'état-major général. Maintenant, les Allemands n'ont plus de motifs pour garder le silence."

M. de Blowitz relate ensuite ce qu'il sait personnellement de l'histoire des faux commis par le colonel Schwartz-Koppen, ancien attaché d'ambassade militaire allemand, à Paris, et dit que le faux avait été si habilement exécuté que le colonel Schwartz-Koppen s'y laissa prendre lui-même; le colonel ne put même pas dénoncer le faux, après qu'on l'eût informé que c'en était un, à cause de l'introduction de certains noms.

M. de Blowitz arrive à cette conclusion:

"Il est absolument impossible que le lieutenant-colonel Henry ait atteint une dextérité professionnelle absolument nécessaire. Le véritable faussaire, par conséquent, doit être recherché ailleurs, bien qu'il soit possible que Henry ait conçu le texte de la lettre. Cette découverte ne serait pas difficile et ferait la lumière sur tout ce mystère.

La Conference de Quebec

—

Il est intéressant pour nous de connaître l'opinion de nos voisins d'Amérique sur les questions qui se débattent à l'heure actuelle à Québec.

Voici ce que dit le *New York Times*:

"Le tarif canadien invite à la réciprocité et il ne tient qu'à nous de bénéficier de cette offre. D'autre part, le tarif Dingley renferme une clause autorisant le président à effectuer un abaissement de 20 pou cent sur les droits dont sont frappées les marchandises importées des pays qui nous accordent le même privilège. Notre commerce avec le Canada serait immédiatement stimulé par une convention de réciprocité et les deux pays en retireraient d'immenses avantages. Sauf la question de revenu, rien n'empêche que New York et Ottawa n'échangent aussi librement leurs produits que le font New York et le New Jersey. Mais Nelson Dingley et les riches et puissants intérêts qui l'appuient ne se rangent pas à cet avis.

'Le président McKinley est un protectionniste outré. Mais ne pouvons-nous pas espérer que la méditation des nouveaux et importants problèmes qui accaparent son attention lui ouvrira de nouveaux horizons sur nos relations avec le reste du monde? Les industriels américains réclament à grands cris de nouveaux marchés et ce besoin s'accentuera d'avantage au fur et à mesure que s'accroîtra la production stimulée par notre prospérité nationale. Or, l'étranger ne nous ouvrira la porte qu'en autant que nous lui fermerons pas celle de nos marchés. Le Canada ne fait pas exception à cette règle. Est-ce que le jour ne se fera pas dans l'esprit du président? Ne voit-il pas que l'ère du protectionnisme à outrance tire à sa fin, et que ses amis, les protectionnistes, réclament à grands cris une législation qui leur ouvrira de nouveaux marché? N'est-ce pas une hérésie économique de s'emparer de Porto Rico et de Manille et d'élever une muraille de Chine contre le Canada?

"A un autre point de vue, il importe aux Etats-Unis de faire

(*Suite, page 5*)